

Non, il n'y a pas de complot.

vendredi 4 septembre 2020

Gilles Casanova nous a autorisé à reproduire ici un de ses billets sur Facebook. Celui-ci consacré à l'éducation fait suite à un premier billet consacré au pouvoir d'achat et que nous publions également.

(Conseiller en prospective et stratégie, Gilles Casanova, d'abord "pabliste" dans sa jeunesse, a été un proche de Jean-Pierre Chevènement qu'il a conseillé au ministère de l'intérieur entre 1997 et 2000. On peut le voir et l'entendre sur la RT-France. Il a participé aux journées d'automne de République Souveraine.)

Il n'y a pas de complot.

Mais si autant de nos concitoyens ont le sentiment qu'il existe un complot, c'est parce qu'il existe une distance très profonde entre le discours politique qui est délivré par les autorités ou le système médiatique et la réalité de ce qui est fait.

J'ai abordé hier la question du pouvoir d'achat, mais elle s'articule avec une autre, qui permet de faire apparaître une vision globale de la société qui est désirée par cette petite troupe de milliardaires et leurs tout petits employés, qui s'agitent quotidiennement sous nos yeux.

Chaque jour on nous dit la volonté de l'État de renforcer l'Éducation nationale qui prépare l'avenir. Il est évident qu'elle prépare l'avenir, mais on ne nous dit plus bien quel avenir elle prépare.

Est-ce qu'elle fabrique des citoyens conscients, instruits, capables avec leur esprit critique d'être collectivement le Souverain de la République, ou est-ce qu'elle prépare simplement des consommateurs de distractions permanentes à qui on va donner les rudiments d'une insertion professionnelle et sociale pour en faire des multitudes uniformisées, domestiquées ?

Lorsqu'on lit la note que j'ai plusieurs fois publiée ici, et produite par l'OCDE à destination des gouvernements, sur « Comment faire baisser le niveau scolaire dans votre pays sans que les parents ne s'en aperçoivent », on ne peut pas penser à la sincérité de « l'école qui prépare l'avenir » autrement que comme ce que je viens d'exposer.

Nous sommes bien en face d'une volonté délibérée, une volonté délibérée de quelques personnes, une extrême minorité, mais qui détient maintenant la majorité des richesses, et même souvent beaucoup plus, dans certains pays.

Et cette petite minorité elle a une caractéristique c'est qu'elle est maintenant mondialement interconnectée, elle réfléchit dans des symposium, dans des réunions comme Davos, comme Bilderberg, comme d'autres, dans lesquelles des intellectuels viennent — contre rémunération - leur apporter les outils conceptuels et les stratégies politico-sociales dont ils ont besoin.

Et ils le mettent en œuvre.

Il n'y a rien là qui ressemble à un complot, simplement un projet politique et social global.

On voit aujourd'hui en France, parce que nous avons maintenant un président de la République qui n'est pas issu de l'histoire de notre vie politique, mais qui a été imposé par astuce par un groupe d'oligarques, à quel point cela va de plus en plus vite, et devient de plus en plus transparent.

L'épisode de la crise sanitaire dévoile une lumière crue sur la réalité du programme qui est mis en œuvre, les méthodes et les finalités qu'il laisse envisager.

Force est de constater qu'il est extraordinairement conforme à ce qu'un philosophe allemand, Gunther Anders, avait écrit dans les années 50, décrivant le projet que pourrait avoir une classe dominante restreinte, voulant mettre fin à la démocratie et véritablement « Changer le monde ».

Et depuis la chute du mur de Berlin, aucune force, quelle qu'elle soit, ne vient contrecarrer la volonté de

cette petite troupe de milliardaires.

Ils peuvent sans difficulté mettre en œuvre ce programme, aidés par la perte de souveraineté des états – par le haut – et par le brassage international de population produit de l'appel d'air délibérément organisé pour déstabiliser économiquement et culturellement les régions où la culture de l'esprit critique domine encore trop, sous le nom d'immigration et de multiculturalisme – par le bas-.

« Pour étouffer par avance toute révolte, il ne faut pas s'y prendre de manière violente. Les méthodes du genre de celles d'Hitler sont dépassées. Il suffit de créer un conditionnement collectif si puissant que l'idée même de révolte ne viendra même plus à l'esprit des hommes.

L'idéal serait de formater les individus dès la naissance en limitant leurs aptitudes biologiques innées. Ensuite, on poursuivrait le conditionnement en réduisant de manière drastique l'éducation, pour la ramener à une forme d'insertion professionnelle. Un individu inculte n'a qu'un horizon de pensée limité et plus sa pensée est bornée à des préoccupations médiocres, moins il peut se révolter. Il faut faire en sorte que l'accès au savoir devienne de plus en plus difficile et élitiste. Que le fossé se creuse entre le peuple et la science, que l'information destinée au grand public soit anesthésiée de tout contenu à caractère subversif.

Surtout pas de philosophie. Là encore, il faut user de persuasion et non de violence directe : on diffusera massivement, via la télévision, des divertissements flattant toujours l'émotionnel ou l'instinctif. On occupera les esprits avec ce qui est futile et ludique. Il est bon, dans un bavardage et une musique incessante, d'empêcher l'esprit de penser. On mettra la sexualité au premier rang des intérêts humains. Comme tranquillisant social, il n'y a rien de mieux.

En général, on fera en sorte de bannir le sérieux de l'existence, de tourner en dérision tout ce qui a une valeur élevée, d'entretenir une constante apologie de la légèreté ; de sorte que l'euphorie de la publicité devienne le standard du bonheur humain et le modèle de la liberté. Le conditionnement produira ainsi de lui-même une telle intégration, que la seule peur – qu'il faudra entretenir – sera celle d'être exclus du système et donc de ne plus pouvoir accéder aux conditions nécessaires au bonheur. L'homme de masse, ainsi produit, doit être traité comme ce qu'il est : un veau, et il doit être surveillé comme doit l'être un troupeau. Tout ce qui permet d'endormir sa lucidité est bon socialement, ce qui menacerait de l'éveiller doit être ridiculisé, étouffé, combattu. Toute doctrine mettant en cause le système doit d'abord être désignée comme subversive et terroriste et ceux qui la soutienne devront ensuite être traités comme tels. On observe cependant, qu'il est très facile de corrompre un individu subversif : il suffit de lui proposer de l'argent et du pouvoir ».

(Serge Carfantan)